

Note d'information sur le Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires et ses implications

Groupe de liaison de la Réponse autonome des peuples au Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires
21 septembre 2021

1) Observations sur un Sommet en voie d'échec

Au cours des derniers mois, un nombre croissant d'acteurs de la société civile, d'organisations de petits producteurs alimentaires et de travailleurs, de peuples autochtones, de femmes, de jeunes, de gouvernements, d'universitaires, de représentants de l'ONU et de personnalités extérieures et intérieures au processus de préparation du Sommet ont exprimé leurs profondes préoccupations concernant le Sommet sur les systèmes alimentaires organisé par le Secrétariat général des Nations unies.

Malgré les affirmations contraires des organisateurs selon lesquelles il s'agit d'un Sommet des Peuples, l'événement et les processus alambiqués et clairement favorables avant tout aux entreprises qui ont précédé ce Sommet, ne répondent en rien aux besoins des peuples. Ils n'abordent absolument pas les principaux facteurs de l'augmentation de la faim dans le monde et des crises climatiques, en particulier la pandémie de COVID-19, l'agriculture industrielle et la concentration des entreprises dans les systèmes alimentaires. En mettant l'accent sur la finance, les technologies d'entreprise et l'innovation comme solutions, le Sommet est sur le point d'exacerber un large éventail de problèmes structurels tels que les brevets sur les semences, les droits de propriété intellectuelle sur les connaissances, l'accaparement des données et des terres, en particulier dans les pays du Sud.

Le Sommet manque également à ses obligations envers les États membres : Le concept de *multi-partenariat* dominé par les entreprises qui a été appliqué à l'organisation du Sommet, et qui risque de se prolonger dans son suivi, ne reconnaît pas le fait que les États membres des Nations unies - qui tirent leur légitimité de la représentation populaire - sont les seules instances décideuses des Nations unies. Si les États membres risquent de perdre le contrôle de ce qui relève de leur responsabilité en tant que porteurs de devoirs, ils peuvent - et doivent - alors retirer leur confiance et leur soutien au Sommet.

Il est clair que certains gouvernements, en particulier ceux des pays de l'OCDE, ainsi que des réseaux d'entreprises et des organisations philanthropiques, ont exercé une forte influence sur le processus et le contenu du Sommet, alors que la plupart des gouvernements et des acteurs sociaux ne l'ont pas fait. Cette situation accentue les déséquilibres de pouvoir déjà existants dans le système des Nations unies, sape la confiance et les conditions du consensus, et représente un recul dans la construction de la coopération internationale.

Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir un système des Nations Unies qui ne garantit pas la primauté de l'intérêt public sur l'intérêt des entreprises, ou qui accorde la priorité en premier lieu aux programmes des nations riches et des donateurs. Le monde a besoin d'une ONU renforcée pour faire face aux multiples crises de notre époque, avec un programme et un ordre du jour solide pour défendre les personnes marginalisées contre les puissants, ainsi que ceux qui sont affectés par la discrimination contre les facteurs moteurs de cette discrimination.

Il est essentiel que nous n'acceptons pas un Sommet qui ne respecte pas les droits humains : Un événement non normatif organisé par le Secrétariat général de l'ONU ne peut pas saper les normes, les instruments et les institutions existants en matière de droits humains. Les critiques sur le faible ancrage du Sommet dans le cadre international des droits humains ont été exprimées de manière éloquente et fréquente par de nombreux acteurs à l'intérieur et à

l'extérieur du processus de préparation Sommet tout au long du processus, mais ont été systématiquement ignorées.

Le monde n'a pas besoin d'un Sommet qui sape les résultats obtenus de haute lutte par les acteurs de la gouvernance alimentaire mondiale inclusive, comme le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et son Groupe d'experts de haut niveau. Le fait qu'il ait fallu, dès le début du processus de préparation du Sommet, défendre les rôles et la place du CSA et du HLPE est un indicateur révélateur de l'organisation problématique de ce Sommet.

Les propositions de suivi présentées dans le dernier projet de Déclaration d'action du Secrétaire général des Nations unies confirment les craintes exprimées par de nombreuses personnes au cours des deux dernières années : la refonte de la gouvernance des systèmes alimentaires mondiaux sous la coupe des entreprises est en train de prendre forme, et il est honteux qu'une telle implosion du multilatéralisme inclusif soit promue par les plus hautes instances des Nations unies, sans aucune délibération ni mandat intergouvernemental.

2) Les implications du Suivi du Sommet de l'ONU sur l'architecture de gouvernance alimentaire mondiale existante.

La description des plans de suivi dans la dernière version de la Déclaration d'action du Secrétariat général des Nations unies (UNSG) (14 septembre) est profondément inquiétante, tout comme la Déclaration publique du Directeur général de la FAO (15 septembre) sur la manière dont la FAO entend assurer le suivi du Sommet sur les systèmes alimentaires.

Le Secrétariat général des Nations unies n'a pas de mandat pour établir des mécanismes de suivi pour ce Sommet. Ce sont les États membres qui sont les décideurs du système des Nations unies. Les États membres n'ont pas demandé ou accepté de mettre en place ces nouvelles structures et ces nouveaux mécanismes.

Nous ne reconnaissons pas l'approche revendiquée de systèmes alimentaires nationaux multipartites mais qui ne mettent pas l'accent sur la différenciation des responsabilités. La plupart des dialogues nationaux et indépendants impulsés dans le cadre de la préparation du Sommet ont largement exclu les groupes les plus touchés par la faim et la malnutrition, ainsi que les acteurs clés du système alimentaire tels que les petits producteurs et les travailleurs du secteur alimentaire. La majorité des dialogues ainsi organisés étaient aussi opaques que l'ensemble du Sommet.

En outre, les organisateurs du Sommet - le Secrétaire général adjoint (DSG) en particulier - se sont engagés à ne pas créer de nouvelles structures. Pourtant, l'annonce selon laquelle les agences basées à Rome - FAO, FIDA, PAM - dirigeront conjointement un « centre de coordination » qui s'appuiera sur les capacités plus larges du système des Nations unies pour soutenir le suivi du Sommet sur les systèmes alimentaires, indique que la gouvernance mondiale actuelle de l'alimentation et de l'agriculture sera considérablement modifiée, avec des implications majeures. Ce « centre de coordination », basé à Rome, ainsi qu'un « groupe consultatif » nouvellement créé sont censés renforcer les liens avec d'autres processus mondiaux et intergouvernementaux prioritaires en rapport, par exemple, avec l'environnement, le climat, la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition, ainsi qu'avec des forums intergouvernementaux clés tels que le Forum politique de haut niveau (HLPF) et le Forum sur le financement du développement.

Un tel changement dans l'architecture de gouvernance existante sans aucune délibération et mandat intergouvernemental est totalement illégitime et inacceptable.

Un tel « centre de coordination » et son « groupe consultatif » nouvellement créé empièteraient directement sur les fonctions du CSA, qui est déjà l'instance des Nations unies

mandatée pour assurer l'élaboration de politiques inclusives, la cohérence, la coordination et la convergence entre les systèmes des Nations unies sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition.

Cette proposition de changement de l'architecture de la gouvernance alimentaire mondiale court-circuite les États membres et le CSA, et a le potentiel de détruire le CSA, son mandat et ses processus uniques en leur genre. Le Secrétaire général des Nations Unies ainsi que les chefs des agences basées à Rome, s'ils soutiennent de telles suggestions, agissent clairement en dehors de leurs mandats.

Troisièmement, il n'est pas nécessaire de prévoir de faire un bilan mondial dans deux ans pour examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre des résultats d'un Sommet qui n'avait pas le mandat de prendre des engagements formels.

La déclaration publique publiée par le DG de la FAO est également assez alarmante. La FAO s'écarte indûment de son mandat en faveur d'un programme centré sur les entreprises et très proche de celui du Sommet. En donnant la priorité à la technologie, à l'innovation et aux données, elle va clairement aller à l'encontre de son mandat, qui est fondé sur la réalisation du droit à l'alimentation pour tous, et entraîner une réorientation des financements vers le secteur privé au détriment des programmes publics. En tant qu'agence des Nations Unies, la FAO est liée par le cadre international des droits humains, et doit servir l'intérêt public et donner une place centrale aux acteurs les plus vulnérables et défavorisés des systèmes alimentaires, qui y jouent pourtant un rôle fondamental : les petits producteurs et travailleurs de l'industrie alimentaire.

3) Quelles propositions pour sortir de cette situation ?

- 1) Sur la base de ces réflexions, nous appelons les États membres à envisager la possibilité d'exprimer leur désaccord avec le projet de déclaration d'action du SG de l'ONU sur le Sommet. Sur le plan du contenu, ce Sommet ne nous guide pas vers une transformation pour des systèmes alimentaires justes, inclusifs et durables, qui sont ce dont nous avons besoin. Il reflète un processus qui ne répond pas aux exigences fondamentales des procédures légitimes, intergouvernementales et transparentes des Nations Unies. En ce qui concerne la mise en œuvre et le suivi, il sape les mandats et les rôles de la plus importante plateforme intergouvernementale et internationale inclusive de gouvernance alimentaire mondiale, le CSA, et de l'interface de politique scientifique la plus innovante dans ce domaine, le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE).
- 2) Nous pensons que la prochaine plénière du CSA doit devenir le lieu d'un débat audacieux, ouvert, honnête - et même controversé - sur le processus mis en place par ce Sommet. Une évaluation participative et collective du Sommet FSS par tous les acteurs concernés, membres et participants du CSA, permettra de mettre en lumière comment ce Sommet sur les systèmes alimentaires a pu générer tant de frictions, de fragmentation et de frustration. Ce débat ne doit pas être mené par un modérateur qui a servi ou soutenu le Sommet sur les systèmes alimentaires. La modération doit être indépendante, équitable et impartiale. Elle doit permettre une discussion interactive, avec un temps de parole dûment attribué à tous les États membres et à toutes les catégories de participants.
- 3) Nous appelons les États membres à promouvoir de tels débats ouverts et honnêtes dans l'ensemble du système des Nations unies, y compris les organes directeurs des Agences basées à Rome et les organes pertinents à New York. Nous demandons instamment aux États membres d'adopter des garanties solides contre les conflits d'intérêts au sein du CSA, de la FAO, de la FIDA, du PAM, du CGIAR

(et de l'ensemble des Nations unies). Les entreprises et leurs groupes et réseaux de façade ne doivent pas participer à l'élaboration des politiques publiques. En outre, nous demandons instamment aux États membres de développer et d'adopter des cadres juridiques solides en matière de responsabilité des entreprises dans la gouvernance alimentaire. L'impunité des entreprises doit cesser.

- 4) Nous devons renforcer et démocratiser davantage les Nations Unies, nos institutions publiques et nos systèmes alimentaires, et les défendre contre la mainmise des entreprises. Nous comptons sur les États membres pour prendre au sérieux leur rôle et leurs responsabilités, et pour remplir leurs obligations envers les peuples du monde, dans la lettre et dans l'esprit. Vous, en tant que gouvernements, et nous, en tant que détenteurs de droits et sociétés, devons nous donner la main et travailler ensemble, afin de garantir que nous ne continuions pas à manquer à nos obligations envers les populations et envers la planète.

Pour de plus amples informations : <https://www.foodsystems4people.org/>